

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative d'Evry  
Boulevard de France  
91010 Evry-Courcouronnes

Evry-Courcouronnes, le 20/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **URBASYS**

Route de tremblay  
91480 VARENNES JARCY

Références : D2022- **0352**  
N°HELIOS : 57119

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2022 dans l'établissement URBASYS implanté Route de tremblay 91480 VARENNES JARCY. L'inspection a été annoncée le 10/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- URBASYS
- Route de tremblay 91480 VARENNES JARCY
- Code AIOT dans GUN : 0006508885
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société URBASYS exploite depuis novembre 2005 l'usine de biométhanisation du SIVOM de la Vallée de l'Yerre et des Sénarts à VARENNES-JARCY en tant que délégataire de service public.

En 2020, le SIVOM de la vallée de l'Yerres et des Sénarts a renouvelé sa concession de travaux et service public pour une durée de huit ans à URBASYS soit jusqu'au 31.12.27.

Process de traitement par méthanisation et compostage : production de biogaz valorisé en électricité et production de compost valorisé en agriculture.  
Capacité technique globale de l'installation de 100 000 tonnes par an.



Ordures ménagères résiduelles : 65 000 tonnes.  
Déchets verts : 17 500 tonnes.

Chiffres significatifs de l'année 2021 (extrait du rapport d'activité 2021) :

La quantité globale de déchets réceptionnés sur l'installation a été de 77 717 tonnes dont 61 455 tonnes d'ordures ménagères résiduelles soit une augmentation globale d'environ 7,7% par rapport à 2020 qui avait été très impactée par la crise sanitaire.

La totalité des tonnages réceptionnée est conforme à l'arrêté d'autorisation aussi bien en quantité qu'en typologie.

Le taux de traitement a été de près de 98,9% et le taux de méthanisation a été de 100%. Le taux de valorisation a été de l'ordre de 38,1%.

Les refus de la chaîne de tri ont été envoyés vers 2 types d'installation soit en UVE soit en ISDND. Les exutoires ont été au nombre de 7 : les UVE de Vaux-Le-Pénil, d'Ivry/Seine, d'Issy-les-Moulineaux ainsi que les ISDND de Moisenay et de Claye-Souilly.

Les refus ont été valorisés en unité de valorisation énergétique à hauteur de 55,34%.

Des opérations de délestage ont été réalisées durant l'arrêt technique d'avril 2021.

Une production de biogaz à hauteur de 3 123 252 m<sup>3</sup> et d'électricité à hauteur de 6 262 582 kWh.

Une production de compost normé NFU 44 051 à hauteur de 18 994,61 tonnes.

La quantité livrée et valorisée en grande culture est de 11 970,90 tonnes.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de la visite du 03/04/2019 ;
- prévention de la pollution atmosphérique, de la pollution de l'eau et des nuisances sonores ;
- gestion des déchets ;
- prévention des risques.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement,



des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 2.3 du chap V	/	Lettre de suite préfectorale
Surveillance des rejets à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 4	/	Lettre de suite préfectorale
Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 02/02/2021, article 4.4	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Réception des biodéchets	AP Complémentaire du 12/02/2021, article 5.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suite de la précédente inspection du 22/07/2020	Autre du 22/07/2020, article -	/	Sans objet
Déchets admis	Arrêté Préfectoral du 18/11/2010, article 3	/	Sans objet
Enregistrement lors de l'admission	Arrêté Préfectoral du 18/11/2010, article 6	/	Sans objet



Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Détection de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionis	Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 1.4 du chap III	/	Sans objet
Conditions particulières des rejets à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 02/02/2021, article 2.3	/	Sans objet
Odeurs	Arrêté Préfectoral du 02/02/2021, article 2.4	/	Sans objet
Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 5 du chapitre IV	/	Sans objet
Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 6	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la réception des biodéchets, le plan de montée en charge n'a pas été transmis à l'inspection conformément à l'article 5.1 du chapitre 5 de l'arrêté préfectoral du 12/02/2021.

L'inspection invite donc l'exploitant à établir une proposition dans un délai de 3 mois afin d'évaluer l'acceptabilité de la période transitoire demandée. En l'absence de transmission de ce plan, il pourra être proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article L.541-21 du code de l'environnement et des sanctions pourront être proposées.

Concernant les installations électriques, l'inspection constate que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. L'inspection demande à l'exploitant de lever les réserves et de transmettre dès réception, un compte-rendu Q18 déclarant que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

Concernant la surveillance des rejets à l'atmosphère, l'inspection constate que le groupe électrogène n°Y713 n'a pas fait l'objet d'un contrôle annuel. L'inspection rappelle que l'exploitant doit effectuer au moins une fois par an, par un organisme agréé par le ministère de l'environnement, une mesure de débit rejeté, de la teneur en oxygène et des divers paramètres visés à l'arrêté préfectoral. L'inspection demande à l'exploitant de réaliser ce contrôle et transmettre les résultats dès réception.

Concernant les moyens d'intervention en cas d'accident, l'inspection constate que le réseau RIA est défectueux (présence de fuites et absence d'alimentation du RIA Z012 de l'entrée). L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les travaux nécessaires et transmettre l'attestation de bon fonctionnement dès réception.

### 2-4) Fiches de constats



**Nom du point de contrôle : Suite de la précédente inspection du 22/07/2020**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 22/07/2020, article -
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suite de la précédente inspection
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>OBSERVATIONS PRECEDENTES</b> L'inspection a pu constater que la hauteur maximale de stockage de compost limitée à 3 mètres était globalement respectée le jour de la visite. Toutefois, à certains endroits, la hauteur de stockage semble légèrement plus haute que 3 mètres ( <b>OBS1</b> ).  L'exploitant a indiqué que le contrôle des installations électriques pour l'année 2020 avait été réalisé par DEKRA le 11/07/2020. Le Q18 afférent devra être transmis à l'inspection. ( <b>OBS 2</b> ).  L'examen du Q19 réalisé par la société ABME le 14/05/2020 fait apparaître 4 anomalies de niveau 2. L'exploitant a indiqué que les actions correctives avaient été mises en place lors de l'arrêt électrique du 11/07/2020 sans toutefois pouvoir fournir de justificatif ( <b>OBS 3</b> ).  <b>Exutoire :</b> Rapport de contrôle du 17/09/2019 de la société PREVENTI : Le rapport mentionne que la capsule de gaz n°4 doit être remplacée. L'exploitant a indiqué que la capsule avait été remplacée sans pouvoir fournir de justificatif. L'inspection a pu constater lors de la visite que la capsule de gaz lié à la fermeture de l'exutoire de l'atelier méthanisation semble effectivement neuve. La vignette de contrôle de l'année 2019 n'est pas apposée sur le boîtier de commande. ( <b>OBS4</b> ).  <b>Extincteurs :</b> L'examen du rapport de contrôle réalisé en février 2020 par cette même société montre que quelques travaux doivent être réalisés sur les extincteurs. L'exploitant a indiqué que les actions correctives avaient été mises en place sans toutefois pouvoir fournir de justificatif ( <b>OBS 5</b> ).  <b>RIA :</b> Rapport de contrôle de février 2020 de la société PREVENTI : le rapport mentionne qu'il y a de nombreuses fuites. L'exploitant a indiqué que les fuites sont uniquement au niveau des diffuseurs des RIA et que cela ne remet pas en cause le déploiement et l'utilisation des RIA sans toutefois fournir de justificatifs. ( <b>OBS6</b> ).  <b>Constats :</b> L'inspection constate que toutes les observations relevées lors de la précédente inspection du 22/07/2020 ont été prises en compte par l'exploitant. L'inspection constate que l'exploitant transmet le rapport d'activité le 1er mars 2022 par courriel. Ce point est levé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Déchets admis**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2010, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> voir arrêté préfectoral
<b>Constats :</b> L'inspection constate que les seuls déchets admis sur site sont les ordures ménagères (62 118,72 tonnes en 2021), les déchets verts (14 430,98 tonnes en 2021) et les biodéchets (11 67,86 tonnes en 2021). La quantité des déchets entrants pour l'année 2021 a été de 77 717,36 tonnes soit < 100 000 tonnes /an autorisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Enregistrement lors de l'admission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2010, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> voir arrêté préfectoral
<b>Constats :</b> L'inspection constate que la présence d'un registre des déchets entrants conforme à l'arrêté préfectoral. L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu de refus de déchets à l'admission au cours de l'année 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 2.3 du chap V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prévention des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> voir arrêté préfectoral
<b>Constats :</b> Par courriel du 01/03/2022, l'exploitant transmet les documents suivants : - le rapport de contrôle des installations électriques au titre du code du travail réalisé du 03 au 06/05/2021 par la société DEKRA; - le rapport Q19 établi par la société NIDEC daté du 09/03/2021.  Par courriel du 22/03/2022, l'exploitant transmet le compte-rendu de vérification périodique Q18 daté du 28/06/2021 établi par DEKRA et les levées de réserves.  Le compte rendu Q18 déclare que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. L'examen du rapport de contrôle des installations électriques au titre du code du travail fait apparaître 29 déficiences dont 17 récurrentes. L'examen du Q19 réalisé par la société NIDEC le 09/03/2021 fait apparaître 1 anomalie de niveau 1 (actions sous 2 mois) et 1 anomalie de niveau 3 (à surveiller). Le rapport indique que les équipements électriques sont en bon état.  L'exploitant déclare qu'une coupure électrique annuelle est prévue le 11/06/2022. Les travaux nécessaires à la levée des réserves seront réalisés ce jour là. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre dès réception, le compte-rendu Q18 déclarant que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale



**Nom du point de contrôle :** Détection de matières susceptibles d'être  
à l'origine de rayonnements ionis

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 1.4 du chap III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> voir arrêté préfectoral
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare qu'un déclenchement du portique a eu lieu le 14/12/2021. L'exploitant a transmis le lendemain de l'incident à l'inspection le compte-rendu afférent et déclare que la procédure 02119 QSE PRO 020 a été mise en œuvre.  L'exploitant indique que le véhicule immatriculé EP 516 EN/Semi-remorque CN 540 RY a été isolé et mis en quarantaine en attente d'une décroissance. Le 14/12/2021, la société ORANO a procédé à l'enlèvement ainsi qu'à l'isolement dans l'armoire de décroissance du déchet radioactif (couches). Le rapport définitif clôturant l'incident a été transmis à l'exploitant le 15/12/2021.  L'inspection a pu constater que toutes les informations concernant le déclenchement du 14/12/2021 ont été enregistrées sur le registre d'entrée des déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Conditions particulières des rejets à l'atmosphère

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/02/2021, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollution atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b> Le tableau de l'article 3.2 du Chapitre II du Titre 3 de l'arrêté n° 2008 PREF.DCI/30125 du 22 août 2008 est remplacé comme suit : voir tableau
<b>Constats :</b> Pour mémoire : Suite à la parution de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées, l'exploitant a demandé par courriel du 31/01/2020 une réévaluation des valeurs limites d'émission pour les paramètres SO <sub>2</sub> et NO <sub>x</sub> des groupes électrogènes. Les valeurs limite d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral du 12 février 2021 sont respectivement de 60 mg/Nm <sup>3</sup> pour le SO <sub>2</sub> et de 190 Nm <sup>3</sup> pour les NO <sub>x</sub> .  Par courriel du , l'exploitant a transmis les documents établis par CERECO suivants : - rapport d'analyses BIOGAZ n°B22/11848/00018 daté du 08/02/2022 (conforme) - rapport n°B22/11848/00017 du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques de la chaudière daté du 08/02/2022 - rapport n°B22/11848/00014 du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques Moteur Y712 du 08/02/2022 - rapport n°B22/11848/00015 Rev.B du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques Moteur Y711 du 15/02/2022  L'exploitant déclare la mise en service industrielle du nouveau groupe électrogène (Y712) au cours de l'année 2021. Le contrôle réglementaire sur les rejets atmosphériques du nouveau groupe électrogène (Y712) a été effectués en mars 2021 par la société CERECO dans la continuité des essais en charge de l'équipement. Tous les paramètres contrôlés sont conformes aux prescriptions de l'APC du 12/02/21 à l'exception des NO <sub>x</sub> (294,6 mg/Nm <sup>3</sup> au lieu de 190 mg/Nm <sup>3</sup> ). L'exploitant déclare que ce paramètre a fait l'objet d'une action corrective immédiate avec le fournisseur du groupe électrogène (réglage du moteur). La contre-analyse sur le groupe électrogène n°Y712 réalisée en décembre 2021 indique des résultats conformes.  Le contrôle réglementaire sur le groupe électrogène n°Y711 indique que tous les paramètres contrôlés sont conformes aux prescriptions de l'APC du 12/02/21 pour l'ensemble des équipements contrôlés à l'exception des NO <sub>x</sub> (201,9 mg/Nm <sup>3</sup> au lieu de 190 mg/Nm <sup>3</sup> ). L'exploitant déclare que le groupe électrogène n°Y711 fera l'objet du même type d'action corrective réalisée sur le groupe électrogène n°Y712. Une contre-analyse est planifiée en mars 2022. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les résultats de cette contre-analyse dès réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Surveillance des rejets à l'atmosphère

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollution atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b> Voir arrêté préfectoral
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare que le groupe électrogène n°Y713 n'a pu être associé à la campagne de mesure pour cause d'arrêt technique. Le contrôle réglementaire pour cet équipement est planifié en mars 2022. L'inspection rappelle que l'exploitant doit effectuer au moins une fois par an, par un organisme agréé par le ministère de l'environnement, une mesure de débit rejeté, de la teneur en oxygène et des divers paramètres visés à l'arrêté préfectoral. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les résultats de ce contrôle dès réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Moyens d'intervention en cas d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/02/2021, article 4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens de secours
<b>Prescription contrôlée :</b> voir arrêté préfectoral
<b>Constats :</b> Par courriel du 01/03/2022, l'exploitant transmet en annexe du rapport d'activité annuel les rapports de contrôle liés aux moyens d'intervention.  - Désenfumage : Le rapport de contrôle du 17/05/2021 de la société DESAUTEL indique des anomalies dans les locaux « affinage » et « escalier » (aucune ouverture de lanterneau), et des fuites. Par courriel du 22/03/2022, l'exploitant transmet un bon de commande daté du 04/03/2022 concernant l'intervention sur les trappes de désenfumage. L'exploitant déclare une intervention prévue le 10/05/2022.  - Extincteurs : Le rapport de contrôle de mars 2021 de la société DESAUTEL indique un bon état de fonctionnement des extincteurs. Le rapport précise que deux coffrets extincteurs sont à refaire. L'exploitant présente la facture n°2021-209 concernant les travaux effectués par DESAUTEL.  - Poteaux incendie : Le rapport de vérification du 23/03/2021 de la société DESAUTEL indique un bon fonctionnement des poteaux d'incendie. L'inspection constate que la mesure des débits est conforme.  - RIA : Le rapport de contrôle de mars 2021 de la société DESAUTEL indique la présence de fuites (Z02 et 09 fuite à l'axe) et l'absence d'alimentation du RIA Z012 de l'entrée. L'exploitant déclare que des travaux sont prévus la semaine suivante et présente un bon de commande n°1002885 daté du 07/12/2021. Lors de la coupure des RIA, le SDIS sera averti et les moyens nécessaires mis en place. Par courriel du 22/03/2022, l'exploitant transmet le bon de commande n°10002885 concernant notamment les travaux de remplacement d'une section du réseau RIA (RIA atelier méthanisation côté centrifugeuses). L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les travaux nécessaires et transmettre l'attestation de bon fonctionnement dès réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale



### Nom du point de contrôle : Odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/02/2021, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollution atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b> Les six derniers alinéas de l'article 3.3 du Chapitre II du Titre 3 de l'arrêté n° 2008 PREF.DCI/30125 du 22 août 2008 est modifié comme suit :  Les mesures préventives et organisationnelles notamment celles relatives à la réception des déchets, de même que la captation des émissions diffuses dans les bâtiments et le traitement des effluents gazeux captés doivent permettre de respecter la valeur maximale de 5 UOE/m <sup>3</sup> dans un rayon de 3 km autour du site. Cette valeur limite ne pourra être dépassée plus de 2 % du temps (175 heures par an). Les effluents gazeux canalisés sont acheminés avant rejet vers une des installations de traitement d'air du site (filtre à charbon actif ou biofiltre). La concentration d'odeur ou niveau d'odeur est le niveau de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus senti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de la population. Elle s'exprime en unité d'odeur européenne par mètre cube (uoE/m <sup>3</sup> ). Elle est obtenue suivant la norme NF EN 13 725. Le débit d'odeur est le produit du débit d'air rejeté exprimé en m <sup>3</sup> /h par la concentration d'odeur. Il s'exprime en unité d'odeur européenne par heure (uoE/h).  En sortie de biofiltre et en sortie du traitement de l'air par charbon actif, les valeurs limites en composés odorants à ne pas dépasser sont les suivantes : - hydrogène sulfuré 0,1 mg/Nm <sup>3</sup> - mercaptans 0,04 mg/Nm <sup>3</sup> - ammoniac 20 mg/Nm <sup>3</sup> - amines 0,1 mg/Nm <sup>3</sup>  Le flux d'odeur en sortie de biofiltre est fixé à 370.106 uoE/h. Le niveau d'odeur en sortie de biofiltre est fixé à 4 400 uoE/m <sup>3</sup> . Le flux d'odeur en sortie du traitement de l'air par charbon actif est fixé à 276.106 uoE/h. Le niveau d'odeur en sortie du traitement de l'air par charbon actif est fixé à 1 500 uoE/m <sup>3</sup> .  L'exploitant fait réaliser au moins une fois par an une mesure du niveau d'odeur, du flux d'odeur et des divers paramètres visés ci-dessus, dans les gaz rejetés en sortie de biofiltre et en sortie du traitement de l'air par charbon actif.  Les niveaux et les flux d'odeur visés ci-dessus pourront être révisés dans le cadre de plaintes de riverains ou à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis ses analyses odeurs dans son rapport annuel d'activité de 2021. Le rapport du 19/01/22, réalisé par la société EGIS, pour des mesures effectuées le 14 et 15 décembre 2021 conclut que les niveaux d'odeur et les flux d'odeurs respectaient les seuils réglementaires fixés dans l'arrêté préfectoral. L'exploitant a également précisé qu'aucune plainte concernant des nuisances olfactives n'a été reçue en 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Contrôle des niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 5 du chapitre IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nuisances sonores
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait réaliser un contrôle dans un délai d'un an après la notification du présent arrêté puis tous les 3 ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores par une personne ou un organisme qualifié et aux emplacements choisis après accord de l'inspection des installations classées. Les mesures sont effectuées la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats, avec des commentaires éventuels, sur le respect des prescriptions de l'article 2 du chapitre, sont transmis à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Par courriel du 01/03/2022, l'exploitant transmet le rapport de mesure de bruit annexé au rapport d'activité 2021. La campagne de mesure de bruit a été réalisée le 07/02/2022 par la société DEKRA (rapport N° D7978194/2201). L'inspection constate que les niveaux de bruit observés en période diurne et en période nocturne sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Réception des biodéchets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/02/2021, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Biodéchets
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Afin de permettre le traitement des biodéchets sur une ligne de traitement dédiée, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan de montée en charge avant le 1 <sup>er</sup> avril 2021.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que le volume de biodéchets reçu sur site était insuffisant pour dédier une ligne spécifique de traitement pour ce flux de déchets. Par ailleurs, en raison d'une période d'incertitude sur les gisements potentiels de biodéchets disponible, légitime suite aux évolutions réglementaires récentes, l'exploitant a indiqué ne pas être en capacité d'établir un plan de montée en charge dans le délai fixé.  L'inspection rappelle toutefois que les biodéchets collectés séparément ne peuvent être mélangés avec d'autres types de déchets avant leur valorisation, et notamment des ordures ménagères non triées (L.541-21 du code de l'environnement). La proposition de l'administration d'établir un plan de montée en charge constitue une opportunité pour assurer progressivement la transition sur la gestion des différents flux conformément à la réglementation. L'inspection invite donc l'exploitant à établir une proposition dans un délai de 3 mois afin d'évaluer l'acceptabilité de la période transitoire demandée. En l'absence de transmission de ce plan, il pourra être proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article L.541-21 du code de l'environnement et des sanctions pourront être proposées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des effluents rejetés
<b>Prescription contrôlée :</b> Voir arrêté préfectoral
<b>Constats :</b> Par courriel du 01/03/2022, l'exploitant transmet les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- rapport d'analyses des eaux pluviales n°B21/R2637/0025 établi par CERECO daté du 11/03/2021 ;</li><li>- rapport d'analyses des effluents industriels n°B21/R2637/0026 établi par CERECO</li><li>- rapports d'analyses établi par EUROFINs des rejets de la STEP : n°AR-21-IC-024751-02 du 30/03/2021, n°AR-21-IC-061342-01 du 24/06/2021, n°AR-21-IC-094827-01 du 06/09/2021, n°AR-22-IC-001442-01 du 05/01/2022 .</li></ul> <p>Les résultats des prélèvements pour les analyses des eaux pluviales réalisées le 25/02/2021 par la société CERECO sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral. Les résultats des prélèvements pour les analyses des eaux usées sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet